

**MARCHES PUBLICS DE MAITRISE D'OEUVRE**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**L'acheteur : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres  
Corderie Royale  
CS 10137  
17306 Rochefort cedex**

**Affaire n°2026M13**

---

**Maîtrise d'œuvre pour la renaturation d'une parcelle du domaine public  
maritime – Site de Trou d'eau – Saint-Paul à La Réunion (974-176)**

---

**Date et heure limites de remise des candidatures et offres :**

**6 mars 2026 à 12 heures (heure de Paris)**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## Sommaire

<b>Article 1 - L'acheteur.....</b>	<b>3</b>
<b>Article 2 - Objet de la consultation .....</b>	<b>3</b>
2-1-Objet du marché .....	3
2-2-Procédure de passation.....	3
<b>Article 3 - Dispositions générales .....</b>	<b>3</b>
3-1-Décomposition du marché.....	3
3-1-1-Lots .....	3
3-1-2-Tranches .....	3
3-1-3-Éléments de mission.....	3
3-2- Délai d'exécution .....	3
3-3-Modalités de financement et de paiement .....	4
3-4-Variantes libres et variantes imposées.....	4
3-4-1-Variantes libres (à l'initiative du candidat).....	4
3-4-2-Variantes obligatoires (à l'initiative du maître d'ouvrage).....	4
3-5-Modification du programme.....	4
<b>Article 4 - Montant prévisionnel des travaux.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 5 - conditions de participation.....</b>	<b>4</b>
5-1-Forme juridique de l'attributaire.....	4
5-2- Constitution des équipes en cas de groupement .....	4
<b>Article 6 - Dossier de consultation .....</b>	<b>4</b>
6-1-Contenu du dossier de consultation .....	4
6-2-Mise à disposition du dossier de consultation .....	5
6-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires .....	5
6-4-Visite des lieux .....	5
6-5- Echanges pendant et après la phase de passation du marché .....	5
<b>Article 7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis – Présentation des propositions .....</b>	<b>5</b>
7-1-Présentation des candidatures.....	6
7-2-Contenu de l'offre .....	6
7-3-Langue de rédaction des propositions.....	7
7-4-Unité monétaire.....	7
7-5-Délai de validité des propositions .....	7
7-6-Négociation.....	8
<b>Article 8- Jugement des propositions.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 9 - Indemnisation des équipes de maîtrise d'œuvre .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 10 - Renseignements complémentaires.....</b>	<b>8</b>

## Article 1 - L'acheteur

**L'acheteur** : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres  
Corderie Royale - CS 10137  
17306 Rochefort cedex  
Téléphone : 05.46.84.72.50  
Site internet : <http://www.conservatoire-du-littoral.fr>

## Article 2 - Objet de la consultation

### 2-1-Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

**Maîtrise d'œuvre pour la renaturation d'une parcelle du domaine public maritime – Site de Trou d'eau – Saint-Paul à La Réunion (974-176)**

Marché passé conformément au code de la commande publique et plus spécifiquement les articles L2421.1 et suivants et R2412.1 et suivants du code de la commande publique.

### Références à la nomenclature européenne (CPV) :

7124000-2 : Services d'architecture, ingénierie et de planification

### 2-2-Procédure de passation

Procédure adaptée passée en application du code de la commande publique et des articles L2123.1, R2123.1, R2172.1 et suivants.

## Article 3 - Dispositions générales

### 3-1-Décomposition du marché

#### 3-1-1-Lots

Le marché n'est pas alloté en raison du caractère insécable des missions de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de bâtiments (article R2431-5 du code de la commande publique).

#### 3-1-2-Tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranche.

#### 3-1-3-Éléments de mission

Le marché est divisé en éléments de mission définis comme suit (et conformément à l'article « mission de maîtrise » d'œuvre du programme :

- ✓ Etudes d'avant-projet (AVP) y compris les autorisations administratives ;
- ✓ Etudes de projet (PRO) y compris autorisations administratives ;
- ✓ Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT) avec la rédaction des pièces techniques du dossier de consultation des entreprises travaux.  
Analyse des offres et rédaction du rapport d'analyse des offres selon formulaires types du maître d'ouvrage dans l'éventualité d'une négociation avec les candidats aux marchés de travaux, le maître d'œuvre participera à cette négociation et intégrera ses préconisations dans le rapport d'analyse des offres ;
- ✓ Etudes d'exécution (VISA) ;
- ✓ EXE partielle limitée à l'établissement des DPGF ou DQE ;
- ✓ Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) ;
- ✓ Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la durée de la garantie de parfait achèvement (AOR).

### 3-2- Délai d'exécution

Les prestations, dont les délais d'exécution figurent dans le CCAP, seront exécutées à compter de l'ordre de service de démarrage pour chaque mission.

### **3-3-Modalités de financement et de paiement**

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. L'opération est financée sur fonds propres du Conservatoire du Littoral et par subventions (France Nation Verte).

### **3-4-Variantes libres et variantes imposées**

#### **3-4-1-Variantes libres (à l'initiative du candidat)**

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

#### **3-4-2-Variantes obligatoires (à l'initiative du maître d'ouvrage)**

L'acheteur n'impose pas la présentation de variante.

### **3-5-Modification du programme**

Conformément au code de la commande publique, en cours d'exécution du marché et jusqu'à la phase avant-projet incluse, le maître d'ouvrage peut décider des modifications du programme dont l'incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée. Les conséquences de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle sont prises en compte par voie d'avenant.

## **Article 4 - Montant prévisionnel des travaux**

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est estimée à 455 700 € TTC valeur mois de janvier 2026.

## **Article 5 - conditions de participation**

### **5-1-Forme juridique de l'attributaire**

Aucune forme de groupement n'est imposée par l'acheteur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142.24 du code de la commande publique.  
En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement devra préciser le compte unique sur lequel les versements seront effectués.

Conformément à l'article R2142.4 du code précité, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat.

L'acheteur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, en application de l'article R2142.21 du code précité.

### **5-2- Constitution des équipes en cas de groupement**

Le groupement de maîtrise d'œuvre devra être constitué au minimum :

- d'un(e) paysagiste concepteur (mandataire) ;
- d'un(e) hydrogéologue ou géomorphologue ;
- d'un(e) écologue ;
- d'un(e) BE VRD.

## **Article 6 - Dossier de consultation**

### **6-1-Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- ✓ le présent règlement de la consultation (RC) ;
- ✓ le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- ✓ l'annexe financière ;
- ✓ le programme de l'opération et ses annexes ;
- ✓ le cadre de mémoire technique (CMT) ;
- ✓ le cadre des références ;
- ✓ diagnostic technique amiante.

## **6-2-Mise à disposition du dossier de consultation**

Conformément à l'article R2132.2 du code de la commande publique, l'acheteur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

## **6-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires**

### **6-3-1-Modification du dossier de consultation**

Des renseignements complémentaires sur les documents de la consultation pourront être envoyés aux candidats en ayant fait la demande, **au plus tard quatre jours** avant la date limite de remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier DCE modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement prévue ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par l'acheteur.

Les candidats identifiés seront informés du report de la date limite de remise des plis.

### **6-3-2-Renseignements techniques complémentaires**

Toute demande de renseignement d'ordre technique se fera sur le profil acheteur PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) et devra parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront données à l'ensemble des candidats authentifiés par le même moyen, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres par le même moyen.

## **6-4-Visite des lieux**

Bien que non obligatoire, **une visite du site est fortement conseillée** en préalable à la remise des candidatures et offres.

Mardi 10 février 2026 à 9h30 sur site : <https://maps.app.goo.gl/oLqkmbMPQmhJZfNf8>

Contact : Nicolas BOULARD, chargé de mission Antenne de La Réunion, [ocean-indien@conservatoire-du-littoral.fr](mailto:ocean-indien@conservatoire-du-littoral.fr) Tél : 06 92 26 49 00 - 7 allée des bois noirs, La Providence - 97 400 SAINT-DENIS

## **6-5- Echanges pendant et après la phase de passation du marché**

Tous les échanges pendant la passation et l'exécution du marché se feront par voie dématérialisée sur le profil acheteur PLACE sauf impossibilité technique.

## **Article 7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis – Présentation des propositions**

### **Remise des plis par voie électronique :**

Conformément aux dispositions des articles R2132.7 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur autorise uniquement la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique conformément à l'article R2132.11 du code de la commande publique. **Cette copie est remise soit sur support papier soit sur support physique électronique (clé USB, CD...)**, à l'adresse suivante :

Conservatoire du littoral  
Antenne de La Réunion  
7 allée des bois noirs, La Providence  
97 400 SAINT-DENIS

Il appartient au candidat de renseigner sur la plateforme PLACE une adresse de courriel valide et fonctionnel durant toute la procédure de consultation. Le Conservatoire ne pourra être tenu pour responsable en cas d'erreur d'adresse de courriel ou de non-réception des courriels de la plateforme PLACE (blocage, spam etc..).

#### Recommandations

*Il est recommandé aux candidats d'éviter de transmettre leur candidature et offre ou de contacter le support technique en « dernière minute ». Les réponses électroniques transmises après la date et l'heure fixées par le présent règlement ne seront pas retenues. En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé.*

**Aucune autre forme d'envoi que ceux cités ci-dessus ne sera acceptée.**

#### 7-1-Présentation des candidatures

Le candidat peut répondre via le formulaire DUME

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

##### **Justificatifs candidature (à ne fournir qu'une fois)**

- Lettre de candidature (**DC1** disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Déclaration du candidat (**DC2** disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Déclaration du sous-traitant si besoin (D4 disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- Indication des titres d'études et professionnels des responsables de prestation de services de même nature que celle du contrat
- Une liste des principaux services (références) fournis au cours des trois dernières années. Des références de plus de 3 ans pourront être prises en compte,
- Le cadre des références : **obligatoire, en l'absence la candidature** sera éliminée.

Ces capacités professionnelles mettront en évidence l'adéquation et la pertinence des dites références à l'objet de la consultation. Pour des entreprises de création récente, ce dossier peut être composé ou complété par un dossier d'études exprimant leur potentiel.

- Une attestation d'assurance pour les risques professionnels en cours de validité

Pour justifier des capacités professionnelles et techniques, le candidat peut s'appuyer sur d'autres opérateurs économiques (cotraitants, sous-traitants) (Article R2143.12 code de la commande publique).

Le cas échéant, le candidat produit, pour ce (ces) opérateur(s) économique(s), les mêmes documents que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur à l'appui de sa candidature.

#### 7-2-Contenu de l'offre

- **L'annexe financière, complétée.**

**A l'issue de la procédure d'attribution, cette annexe financière sera transmise avec l'acte d'engagement (ATTR1) au candidat retenu pour signature.**

- **Un mémoire technique, dument complété au regard du cadre de mémoire technique (CMT),** répondant au sous-critères suivants :
  - Compétence de l'équipe affectée au projet (fournir les CV) ;
  - Sensibilité aux préoccupations de développement durable du projet (matériaux/savoir-faire locaux, sobriété/durabilité du projet) ;
  - Respect de l'esprit du lieu ;
  - Sensibilité aux coûts de gestion du projet.
- RIB faisant apparaître IBAN et BIC
- En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre en plus du DC4 :
  - Les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant (DC2),
  - RIB faisant apparaître IBAN et BIC (pour les prestations dont le montant est supérieur à 600€ TTC, conformément à l'article R2193.10 du code précité).
  - Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue à l'article R2143.3 du code précité.

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le CCAP, le programme et le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par l'acheteur.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par l'acheteur les certificats et attestations prévus à l'article R2144.7 du code précité.

*Nota : L'ensemble des certificats sociaux et fiscaux ne sont à produire qu'au niveau de l'attribution du marché. Par simplification, ils pourront être joints à la remise des offres.*

**A l'issue de la procédure d'attribution, un acte d'engagement (ATTR11), sera transmis au candidat retenu pour signature.**

### **7-3-Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

### **7-4-Unité monétaire**

L'acheteur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euros.

### **7-5-Délai de validité des propositions**

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la réception de l'offre initiale ou en cas de négociation à compter de la date de réception de l'offres négociée.

## 7-6-Négociation

Conformément à l'article R2123.5 du code de la commande publique, une phase de négociation est prévue. Les modalités seront les suivantes :

Une phase de négociation sera menée avec le(s) soumissionnaire(s) ayant présenté les 3 offres les mieux classées au vu des critères de jugement des offres.

Les offres non admises aux négociations sont éliminées. Il est bien précisé qu'un rapport d'analyse des offres avant négociation a été réalisé avec un classement de toutes les offres en appliquant les critères de jugement des offres.

Les offres inappropriées seront éliminées et non négociables, conformément à l'article R2152.1 du code de la commande publique.

Les négociations se feront par échange électronique (mail) et si besoin par une rencontre avec chacun des candidats admis aux négociations.

Les discussions pourront porter sur les aspects techniques, financiers ou méthodologiques.

A l'issue des négociations, les offres finales seront analysées sur la base des critères initiaux de sélection. Le résultat des négociations sera formalisé à l'acte d'engagement (ATTR1) signé avec le candidat retenu avant la notification du marché.

**Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.**

## Article 8- Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions suivantes :

### Critères d'examen des candidatures :

L'acheteur contrôlera les garanties professionnelles et techniques (expériences, compétences, moyens humains) des candidats sur la base des pièces de candidatures remises.

### Critères de jugement des offres :

1. **Valeur technique** (pondération : **60%**), appréciée sur la base du mémoire technique :
  - Sous-critère 1 : Compétence de l'équipe affectée au projet : 40%
  - Sous-critère 2 : Sensibilité aux préoccupations de développement durable du projet (matériaux/savoir-faire locaux, sobriété/durabilité du projet) : 30%
  - Sous-critère 3 : Respect de l'esprit du lieu : 10%
  - Sous-critère 4 : Sensibilité aux coûts de gestion du projet : 20%
2. **Prix des prestations** (pondération : **40%**) apprécié à travers le prix global et forfaitaire proposé dans l'annexe financière

## Article 9 - Indemnisation des équipes de maîtrise d'œuvre

Aucune indemnisation ne sera allouée aux candidats.

## Article 10 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à la plate-forme PLACE

### Voies de recours

#### **Tribunal Administratif de La Réunion**

Site Web : <http://www.conseil-etat.fr/>

27 rue Félix Guyon

CS 61107

97404 ST DENIS CEDEX

Téléphone : 0262924360

Courriel : [greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr](mailto:greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr)

SIRET : 17974005500019